

Création d'emploi

Il ne s'agit pas simplement de problème individuel comme celui que le compagnon Tony Brown exposait cet après-midi à notre réunion des représentants de gens dans tout le pays qui ont des difficultés à cause des taux d'intérêt. Il est membre de la section locale de l'IWA, et depuis août de cette année, cette usine alternait le travail et l'inactivité par périodes de deux semaines à la fois. Rien ne laisse présager une amélioration au cours du reste de l'année ou de la prochaine année.

Tony Brown a une hypothèque de \$59,000 à 14.5 p. 100. Le 16 décembre, il faudra qu'il renégocie cette hypothèque. Il a une femme et trois enfants, et quoi qu'en disent ceux qui dans cette enceinte et à l'extérieur aiment faire la morale aux autres et les inviter à faire des sacrifices, il n'a pas vu au-dessus de ses moyens. C'est une maison mitoyenne en copropriété très modeste. Elle a trois chambres, mais il a trois enfants. C'est donc un logement très modeste. Il faut se rendre compte qu'une maison achetée récemment avec une hypothèque de \$59,000, est nécessairement modeste pour Vancouver.

● (2150)

Comme de nombreux autres travailleurs de l'industrie forestière, Tony a dû renouveler son hypothèque et les taux élevés ont considérablement diminué le nombre de mises en chantier en Amérique du Nord et notamment au Canada. Tony Brown travaille dans la division du contre-plaqué. Quatre-vingt-cinq p. 100 de la production de contre-plaqué qui vient de l'Ouest est vendu au Canada, et la situation sur le marché canadien est bien pire que celle qui règne sur le marché américain, en dépit de M. Reagan, ses amis et son cheval de Troie. Le chèque de paie de Tony Brown a baissé de 50 p. 100 et ses mensualités hypothécaires sont actuellement de \$732.88. Quand il va renégocier son hypothèque, ce qu'il va faire au cours des prochaines semaines, ses mensualités vont passer à environ \$1,200.

Tony Brown va donc subir cette augmentation, alors qu'il ne touche un chèque de paie qu'une quinzaine sur deux. Pour lui, c'est une crise grave. Les députés d'en face n'aiment pas qu'on parle de ce genre de phénomène. Ils pensent qu'on y prend un malin plaisir, mais ce n'est pas le cas.

M. Kelly: Cela fait vos délices.

M. Kristiansen: Nous n'y prenons aucun plaisir du tout. L'été dernier, j'ai été le seul membre de mon syndicat de toute la Colombie-Britannique à pouvoir payer la cotisation. Les députés pensent-ils que j'ai trouvé cela drôle? Non. Telle est la situation dans laquelle nous nous trouvons à cause de la pénurie qui règne sur le marché du logement, pénurie dont le gouvernement est largement responsable. La situation est bien pire dans notre pays qu'elle ne l'est au sud, encore une fois en dépit de M. Reagan.

Les députés d'en face disent que nous devrions leur donner des réponses, mais quelles sont les réponses qu'eux ont données aux travailleurs de l'industrie forestière qui sont mis à pied ou qui voient leurs usines fermer. L'une de leurs solutions, ce fut de présenter ces derniers jours le bill C-78 qui comporte le principe du partage du chômage. Le gouvernement veut économiser de l'argent au titre de l'assurance-chômage. Les députés d'en face veulent que ceux qui ont été mis à pied partagent leur chômage. C'est certainement un progrès à reculons, et il

n'y a pas beaucoup de travailleurs dans mon industrie qui en seront reconnaissants.

Qu'est-ce que nos vis-à-vis ont fait pour les ouvriers qui ont été licenciés à la suite de fermetures d'usines? Ils ont décidé de supprimer une échappatoire et de s'attaquer à l'indemnité de cessation d'emploi. Le gouvernement va jusqu'à taxer l'indemnité de cessation d'emploi sur laquelle les Canadiens qui ont perdu leur gagne-pain pour de bon et qui ont réussi par la solidarité à l'obtenir comptent pour pouvoir s'en sortir, se réorienter ou se recycler, ou encore attendre d'être en âge de toucher une maigre pension. Voilà le genre d'aide qu'offre le gouvernement. Non, merci sans façon. Nous préférons nous en passer. C'est une véritable punition, et Dieu sait si ces gens paient assez d'impôts et sont déjà suffisamment punis comme cela.

Une voix: Vraiment?

M. Kristiansen: Un député d'en face demande s'ils sont suffisamment punis comme cela. Je puis le lui garantir. Plus de 11,000 travailleurs de l'industrie du bois dans l'Ouest ont déjà perdu leur gagne-pain et avec eux 8,000 conjoints et plus de 18,000 enfants et ce, en conséquence directe des taux d'intérêt élevés qui font partie de la politique prônée par la Banque du Canada qui reçoit ses ordres du gouvernement et de nos voisins américains, avec lesquels le gouvernement partage manifestement la même philosophie économique.

M. Keeper: Et avec le gouvernement que nous avons battu au Manitoba.

M. Kristiansen: En effet, le gouvernement à toute épreuve à l'image du discours d'en face que nous venons d'entendre.

Une partie de ces gens ont perdu leur maison. Quelqu'un a demandé si ces gens étaient suffisamment imposés. Sur un principal d'hypothèque de \$50,000—modeste aux prix qui se pratiquent en Colombie-Britannique—renouvelé le 1^{er} septembre 1980 pour une année, l'augmentation des frais d'intérêt, qui est entrée en vigueur en septembre dernier, représente \$3.20 sur le salaire horaire brut d'un emprunteur qui a la chance de travailler à plein temps. Tous les travailleurs canadiens dans cette situation paient en moyenne \$3.20 de l'heure de plus à cause de l'augmentation des taux d'intérêt qui résulte de la politique de nos vis-à-vis. Les augmentations de salaires obtenues dans le cadre des négociations collectives varient de \$1.25 à \$1.90. Le gouvernement prélève \$3.20 de plus, et les députés de la majorité ont le culot d'affirmer que si ces gens réclament davantage, il introduira un nouveau système fiscal rigoureux pour faire ce que le contrôle des salaires n'a pas réussi à faire en 1975.

Il y en a certainement qui tirent parti de la situation mais ce qui est certain, c'est que ce n'est pas nous. Ce ne sont pas non plus les députés à ma droite ni, selon moi, les députés d'en face. Et pourtant, quelqu'un en profite. Le transfert de richesses dû à la politique des taux d'intérêt menée par le gouvernement s'élève à 10.6 milliards par an. Cet argent va bien quelque part. Mon ami, le critique financier de mon parti, a posé une question à ce sujet il y a quelques jours. Elle est restée sans réponse. Le gouvernement et le ministre des Finances se refusent à répondre.